

MINISTERE D'ETAT
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE

CABINET DU MINISTRE

Léopoldville, le 8 août 1960.-

N° 19/Cab./60.

OBJET:

Mise en place des agents congolais en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960.-

NOTE A L'INTENTION DE MESSIEURS :

- LE PREMIER MINISTRE
- LES MINISTRES ET SECRETAIRES D'ETAT (Tous)
- LES PRESIDENTS DES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX (Tous)

J'ai l'honneur de soumettre à votre haute attention l'examen sans retard de la documentation ci-jointe, proposant un système de mise en place immédiate des agents congolais en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960.-

C'est en conclusion de l'analyse des travaux de la Commission administrative de mise en place et du rapport élaboré par le fonctionnaire désigné au Secrétariat Général à la Fonction Publique avant ma titularisation que je formule les propositions de mon Département.-

Celles-ci établissent un système de transposition préalable des grades et des traitements suivi du commissionnement sans traitement au nouveau grade, l'établissement subséquent d'un rapport succinct concluant à la nomination effective ou à une prolongation du commissionnement sans traitement pour une durée de deux mois à l'expiration de laquelle un nouveau rapport sera établi et, au dernier stade, la titularisation de l'emploi ou éventuellement la carrière plane.-

L'indépendance de notre pays nous place devant la complexité croissante des affaires publiques et il est nécessaire de placer les éléments présentant des garanties d'une formation intellectuelle et professionnelle suffisante aux postes de responsabilité.-

Ci-joint, en annexe:

1° le projet d'arrêté présidentiel portant transposition des grades et des traitements des Agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi;

2° le projet d'arrêté présidentiel fixant la marche à suivre pour la mise en place immédiate des Agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi;

...../.....

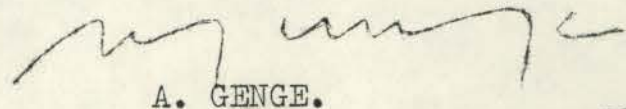
*Need to modify structure
Reduce number of higher grades*

*Higher Appeals
Court*

3° le projet d'arrêté présidentiel portant création des Chambres de Recours provinciales et inter-départementale;

4° le projet d'arrêté ministériel portant modalités de l'élaboration et de la diffusion du commissionnement sans traitement réalisé par transposition des grades et du rapport de service prévus par l'arrêté présidentiel dont question sub 2° ci-dessus.-

LE MINISTRE D'ETAT
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE:


A. GENGE.

Annexe I. - Projet d'arrêté présidentiel portant transposition des grades et des traitements des Agents de l'Administration d'Afrique au service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi.

Exposé des motifs.

Je rencontre dans leur principe, le point de vue exprimé par la Commission administrative de mise en place et dans le rapport du fonctionnaire désigné au Secrétariat Général à la Fonction Publique, à savoir celui de la transposition nécessaire des grades et des traitements des Agents de l'Administration d'Afrique, non métropolitains et non originaires du Territoire du Ruanda-Urundi, en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960.

Le système préconisé tend à créer un avancement réel au sein des services publics et en s'étendant au personnel actuellement soumis aux dispositions légales sur le contrat de travail garantit à ce dernier la stabilité de l'emploi.

En déterminant des catégories nouvelles avec des dénominations des nouveaux grades, la transposition aura l'avantage incontestable de provoquer chez les agents la satisfaction morale et matérielle dans l'exercice des fonctions de responsabilité.

Dans la prévision des traitements nouveaux, il a été tenu compte du barème applicable aux membres des cabinets ministériels. Notre échelle barémique veut éviter un hiatus quant aux rémunérations dans les emplois publics et croît en proportion de l'importance des fonctions.

Il importa d'assurer aux agents des émoluments qui non seulement leur permettent de vivre à l'abri de besoin mais encore et surtout de jouir d'une situation conforme au prestige de leur rang.

" En fixant à titre exemplatif la hiérarchie administrative commune à plusieurs ministères, je laisse la compétence à mes Collègues de déterminer les grades particuliers qu'ils entendent voir exister au sein de leurs administrations respectives.

Pour la synchronisation de la mise en application du processus de transposition, il est superflu que j'insiste sur la communication dès que possible à mon Département de la solution de ce problème.

Ci-dessous, le projet d'arrêté présidentiel.

.../...

Ministerial Salaries do not have the related to salaries. Should have a relationship with outside conditions and the spread should not be too big. Grades to be submitted for approval

KASAVUBU

Président de la République

A Tous, présents et à venir,

SALUT.

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo, spécialement en son article 23;

Vu la nécessité de la transposition des grades et des traitements en faveur des Agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi;

Sur proposition de Notre Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er

Les grades des Agents de l'Administration d'Afrique, en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi sont modifiés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Article 2

Le tableau-annexe dont question à l'article premier détermine également l'échelle barémique applicable aux agents intéressés.

Article 3

Le présent arrêté sort ses effets :

- à la date du 1er juillet 1960 en ce qui concerne l'article 1er;
- à la date que déterminera Notre Ministre des Finances en ce qui concerne l'article 2.

Article 4

Notre Ministre d'Etat qui a la responsabilité de la Fonction Publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Léopoldville, le

K A S A V U B U

Par le Président de la République
Le Ministre d'Etat
chargé de la Fonction Publique

G E N G E

T A B L E A U - A N N E X E

HIERARCHIE ADMINISTRATIVE COMMUNE
A PLUSIEURS MINISTERES

*See our memo
Need for a table
of relationships as
between Dept.*

X 1ère CATEGORIE : HAUTS FONCTIONNAIRES:

1 *2*
Secrétaire Général
Secrétaire Général-adjoint
X Directeur
✓ Sous-Directeur

*? Steps in each
grade*

X 2ème CATEGORIE : FONCTIONNAIRES SUPERIEURS:

Chef de bureau principal
Chef de bureau
Chef de bureau-adjoint

3ème CATEGORIE : FONCTIONNAIRES:

Rédacteur principal
Secrétaire Dactylo principal

Rédacteur
Secrétaire Dactylo

Rédacteur-adjoint
Secrétaire Dactylo-adjoint

4ème CATEGORIE : AGENTS:

Commis chef
Dactylo chef

Commis principal
Dactylo principal

Commis
Dactylo

5ème CATEGORIE : AGENTS SUBALTERNES:

Huissier-messenger chef
Huissier-messenger
Huissier

T A B L E A U - A N N E X E

ECHELLE BAREMIQUE

Anciens grades communs à plusieurs cadres		Nouveaux grades communs à plusieurs ministères	
<i>2^{ème} Catégorie : Haut F.V.</i>			
Chef de bureau	280.000	Secrétaire Général	400.000
Chef de bureau adjoint	225.000	Secrétaire Général adjt	350.000
1er Rédacteur principal Secrétaire ppal d'assemblée	185.000	Directeur	300.000
Rédacteur principal Secrétaire d'assemblée	135.000	Sous-Directeur	280.000
Rédacteur sélectionné Secrétaire dactylo sélect.	110.000	<i>2^{ème} C. F. S.</i> Chef de bureau ppal	250.000
Rédacteur Secrétaire dactylo	90.000	Chef de bureau	200.000
Commis chef Audio ou sténo-dactylo autonome	73.250	Chef de bureau adjt	180.000
Commis principal Audio ou sténo-dactylo principal	55.500	Rédacteur principal Secrétaire dactylo ppal	150.000
Commis Audio ou sténo-dactylo	45.000	Rédacteur Secrétaire dactylo	120.000
Commis adjoint principal Dactylo copiste ppal	40.000	Rédacteur adjoint Secrétaire dactylo adjt	100.000
Commis adjoint Dactylo copiste	35.000	Commis chef Dactylo chef	80.000
Commis auxiliaire Dactylo copiste auxiliaire	30.000	Commis principal Dactylo principal	70.000
Commis auxiliaire de complément Dactylo copiste auxiliaire de complément		Commis Dactylo	
- 1er échelon	23.750	- 1er échelon	60.000
- 2me échelon	21.500	- 2me échelon	55.500
- 3me échelon	19.250	- 3me échelon	50.000
- 4me échelon	17.000	- 4me échelon	45.000
- 5me échelon	15.000	- 5me échelon	40.000
Personnel sous contrat		Huissier-messenger chef	30.000
		Huissier-messenger	25.000
		Huissier	20.000

ANNEXE II.- PROJET D'ARRETE PRESIDENTIEL FIXANT LA MARCHE A SUIVRE POUR LA MISE EN PLACE DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE EN SERVICE DANS LES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT A LA DATE DU 30 JUIN 1960, A L'EXCEPTION DES AGENTS METROPOLITAINS ET DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION DU RUANDA-URUNDI.-

Exposé des motifs.

Excellence,

Le projet d'arrêté qui Vous est soumis établit le processus de la mise en place immédiate des agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi.-

C'est en conclusion de l'analyse des travaux de la Commission administrative de mise en place et du rapport élaboré par le fonctionnaire désigné au Secrétariat Général à la Fonction Publique avant sa titularisation que je formule les propositions du Département chargé de la Fonction Publique.-

Celles-ci établissent un système de transposition préalable des grades et des traitements des agents dont question ci-dessus suivi du commissionnement sans traitement au nouveau grade, l'établissement subséquent d'un rapport succinct concluant à la nomination effective ou proposant une prolongation du commissionnement sans traitement pour une durée de deux mois, à l'expiration de laquelle un nouveau rapport sera établi. Au dernier stade, se situe la titularisation de l'agent à l'emploi exercé ou la perspective de la carrière plane.-

Pour prémunir les agents contre l'arbitraire administratif, il est proposé de créer une Chambre de Recours au siège de chaque province auprès du Commissaire d'Etat et au siège du gouvernement central une Chambre de Recours interdépartementale auprès du Ministère d'Etat chargé de la Fonction Publique.-

L'indépendance de notre pays nous place devant la complexité croissante des affaires publiques et il est nécessaire de placer les éléments présentant des garanties d'une formation intellectuelle et professionnelle suffisante aux postes de responsabilité.-

L'arrêté préserve ainsi la valeur et le prestige de la fonction publique, garantit au maximum les droits des agents. En s'étendant à la catégorie des citoyens actuellement soumis au régime du contrat de travail, il stabilise l'emploi public et apporte à toutes les couches sociales le bénéfice d'avantages moraux et matériels importants.-

J'ai l'honneur d'être,

Monseigneur,

de Votre Excellence,

le très respectueux et très fidèle serviteur.

LE MINISTRE D'ETAT
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE:

A. GENGE.

High Appeals
Court

KASAVUBU
Président la République,

A tous, présents et à venir,

Salut.

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo, spécialement en son article 23;

Vu l'arrêté présidentiel du1960 portant transposition des grades et des traitements des Agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi, spécialement en son article 1er;

Vu la nécessité de réaliser la mise en place immédiate des agents visés par le présent arrêté;

Sur proposition de Notre Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Article 1er:

La mise en place des agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960 à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi se réalise selon le processus formant les dispositions du présent arrêté.-

Article 2:

1° Tous les agents visés à l'article 1er ci-dessus seront commissionnés, à dater du 1er septembre 1960, soit par chaque Ministre, soit par chaque Membre des gouvernements provinciaux pour exercer les fonctions du grade correspondant à celui dont ils sont revêtus au 30 juin 1960, ce conformément au tableau annexé à l'arrêté présidentiel du 1960 en matière de transposition des grades et des traitements de ces agents.-

2° Ce commissionnement n'ouvre le droit au bénéfice d'aucune indemnité de fonctions et sera d'une durée de deux mois pendant lesquels l'agent devra donner la preuve de sa compétence dans l'exercice des fonctions qui lui sont nouvellement dévolues.-

3° Ce document sera dressé et diffusé dans les conditions que déterminera un arrêté ministériel.-

Article 3:

Pour le cas où le nombre d'agents commissionnés à un même grade excède la vacance prévue dans le cadre organique, Notre Premier Ministre, sur proposition du Ministre intéressé et les Présidents des gouvernements provinciaux, sur proposition du Membre du gouvernement provincial intéressé, décident de l'affectation nouvelle des unités excédentaires.-

Article 4:

1° A l'expiration du commissionnement sans traitement, un rapport sera dressé:

a) à l'égard des agents des deux premières catégories par le Ministre ou le Membre du gouvernement provincial, selon le cas;

...../.....

b) à l'égard des agents des autres catégories par les fonctionnaires auxquels les autorités déterminées au a) ci-dessus auront délégué ce pouvoir.-

2° Ce rapport proposera la nomination effective de l'agent au grade dont il a exercé les fonctions par commissionnement sans traitement ou la prolongation éventuelle du commissionnement sans traitement pour une période de deux mois à l'issue de laquelle un nouveau rapport sera établi.-

3° Les autorités habilitées à dresser le rapport le transmettent sans retard aux destinataires et selon un processus qui sera fixé par arrêté ministériel.-

Article 5:

En cas de rapport favorable, les Ministres et les Membres des gouvernements provinciaux soumettent à Notre signature, sous le couvert de Notre Premier Ministre, la liste des agents dont ils proposent la nomination effective.-

Article 6:

En cas de rapport défavorable, l'agent peut user de son droit d'introduire directement une réclamation, dans les huit jours de la réception du dit rapport, soit auprès de la Chambre de Recours provinciale, soit auprès de la Chambre de Recours interdépartementale, suivant le cas.-

L'agent qui use de ce droit en avise l'autorité visée par l'article 4.-

Les Chambres de Recours, instituées par Nous, émettent un avis motivé sur les réclamations dont elles sont saisies et transmettent le dossier complet pour décision finale, soit à Notre Premier Ministre, soit au Commissaire d'Etat nommé par Nous dans chaque province, qui se prononcent en toute connaissance de cause.-

Leur décision sera communiquée dans les huit jours aux requérants de même qu'aux autorités dont ces derniers relèvent. Dès l'extinction de l'affaire, le dossier sera renvoyé pour classement au Secrétariat de chaque Chambre de Recours.-

Article 7:

En cas de nouveau rapport défavorable, l'agent peut exercer son droit de recours auprès du Conseil d'Etat et en aviser l'autorité intéressée.-

Article 8:

Dans le cas où il n'exerce pas son droit de recours ou si le Conseil d'Etat, saisi de la requête conclue à l'inaptitude de l'intéressé à l'exercice des fonctions nouvelles, la situation de ce dernier sera régie par les dispositions formant l'article 9 ci-dessous.-

Article 9:

1° l'agent conserve son commissionnement;

2° son traitement est porté aux 2/3 de l'initial afférent au grade du commissionnement par transposition;

3° il accomplira une carrière plane (absence d'avancement de grade) à partir du moment où il atteindra, par le jeu des augmentations régulières, le traitement initial de son nouveau grade;

4° il bénéficiera des augmentations régulières de traitement.-

...../.....

*Need for
an office of
F. P. in each
province.*

*Orig. 25 and
Categories:
3-4-5
Fonction P.
4-5-6 Ministres*

*Should be given
new com in*

Article 10:

Notre Ministre d'Etat qui a la responsabilité
de la Fonction Publique est chargé de l'exécution du présent
arrêté.-

Donné à Léopoldville, le

KASAVUBU.

Par le Président de la République
Le Ministre d'Etat
Chargé de la Fonction Publique:

G E N G E.

Annexe III. - Projet d'arrêté présidentiel portant
création des Chambres de Recours provinciales et in-
terdépartementale .

KASAVUBU

Président de la République

A Tous, présents et à venir,

SALUT.

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative
aux structures du Congo, spécialement en son article
23;

du.....1960
Vu l'arrêté présidentiel/fixant la marche à
suivre pour la mise en place immédiate des Agents de
l'Administration d'Afrique en service dans les adminis-
trations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'ex-
ception des agents métropolitains et des agents de
l'Administration du Ruanda-Urundi, spécialement en
ses articles 6 et 7;

Sur proposition de Notre Ministre d'Etat chargé
de la Fonction Publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Des Chambres de Recours

Section I - Création des Chambres de Recours

Article Ier

Il est institué une Chambre de Recours provin-
ciale auprès du Commissaire d'Etat nommé par Nous
dans chaque province.

.../...

Article 2

Il est institué pour l'ensemble des Ministères une Chambre de Recours interdépartementale auprès de Notre Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique.

Section II - Composition des Chambres
de Recours

Article 3

La Chambre de Recours provinciale se compose :

- 1) d'un président
- 2) d'un nombre égal de délégués effectifs et suppléants, désignés par moitié par les Membres des gouvernements provinciaux, et par moitié par les agents dépendant de ces gouvernements, à raison de trois délégués par catégorie;
- 3) d'un Secrétaire.

*Who will be
President*

Article 4

La Chambre de Recours interdépartementale se compose :

- 1) d'un président;
- 2) d'un nombre égal de délégués effectifs et suppléants, désignés par moitié par Nos Ministres et par moitié par les agents dépendant du gouvernement central, à raison de trois par catégorie;
- 3) d'un Secrétaire.

Section III - Compétence matérielle
et territoriale

Article 5

Les Chambres de Recours provinciale et interdépartementale ont pour mission :

- 1° de se prononcer sur le recours introduit par un agent qui a reçu notification d'une proposition de prolongation du commissionnement sans traitement pour une durée de deux mois, selon qu'il dépend d'un gouvernement provincial ou du gouvernement central;

X
2° de transmettre le dossier complet à la décision
de l'autorité compétente.

Section IV - Fonctionnement

Article 6

*in equal
numbers*
Les Chambres de Recours siègent valablement
lorsqu'elles réunissent, outre leur président, quatre
membres au moins.

Article 7

Lorsque les Chambres de Recours délibèrent en
application de l'article 6, seuls peuvent siéger en
qualité de membres les agents appartenant à la caté-
gorie du requérant.

Article 8

Aucune demande ne peut faire l'objet de déli-
bérations des Chambres de Recours si le requérant
n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de dé-
fense et si le dossier ne contient tous les éléments
susceptibles de leur permettre de formuler un avis
en toute connaissance de cause.

Article 9

Les Chambres de Recours peuvent recommander
des enquêtes complémentaires et demander d'y déléguer
deux membres qui ont assisté aux délibérations, à
raison d'un par représentation.

Article 10

Le requérant peut se faire accompagner, pour
sa défense, soit d'un agent de l'Etat en activité de
service, soit d'un délégué d'une organisation syndi-
cale reconnue.

Le défenseur ne peut faire partie, à aucun
titre d'une Chambre de Recours.

Article 11

X Après examen, les Chambres de Recours envoient le dossier à l'autorité compétente et lui font connaître leur avis motivé. Elles mentionnent par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable à l'agent.

Article 12

La décision prise au dernier ressort est immédiatement portée à la connaissance du requérant ainsi que de celle de l'autorité dont il relève par les soins de l'autorité supérieure.

Article 13

Les listes des membres des Chambres de Recours sont publiées :

- a) au Moniteur congolais s'il s'agit de la Chambre de Recours interdépartementale;
- b) au Bulletin provincial s'il s'agit de la Chambre de Recours provinciale.

Article 14

Notre Premier Ministre et Nos Commissaires d'Etat nommés dans les provinces sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Léopoldville, le

K A S A V U B U

Par le Président de la République
Le Ministre d'Etat
chargé de la Fonction Publique

G E N G E

Annexe IV - Projet d'arrêté ministériel portant modalités de l'élaboration et de la diffusion du commissionnement sans traitement et du rapport de service prévus par l'arrêté présidentiel du 1960, fixant la marche à suivre pour la mise en place des agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi.

G E N G E

Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique

~~A tous, présents et à venir,~~

~~S A L U T.~~

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo, spécialement en ses articles

Vu l'arrêté présidentiel du 1960, fixant la marche à suivre pour la mise en place des agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi, spécialement en ses articles 2/ 3° - 4/ 2° et 10,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article Ier

Les modèles du commissionnement sans traitement par transposition et du rapport de service à établir en application de l'arrêté présidentiel du 1960 fixant la marche à suivre pour la mise en place des agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi, forment respectivement les Annexes I et II jointes au présent arrêté.

.../...

Article 2

Les documents visés à l'article 1 ci-dessus seront transmis sans retard :

- 1° à l'agent commissionné, en double exemplaire;
- 2° au département ministériel ou au service provincial dont il relève, en double exemplaire;
- 3° au Ministère d'Etat chargé de la Fonction Publique, en triple exemplaire.

Article 3

L'agent retournera immédiatement à son supérieur, responsable de l'élaboration du rapport de service, un exemplaire de ce document après qu'il l'aura dûment complété et signé.

Article 4

Mention de cette inscription sera faite sur les copies du rapport de service à envoyer aux destinataires énumérés sub 2° et 3° de l'article 2 ci-dessus.

Donné à Léopoldville, le août 1960

Le Ministre d'Etat
chargé de la Fonction Publique

G E N G E

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE DE (1)
GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE

PROVINCE :
(1) DISTRICT :
TERRITOIRE :

OBJET : RAPPORT SUR LE COMMISSIONNEMENT DE Mr. (Nom et
prénoms) (grade actuel) CHARGE DES FONCTIONS
DE (grade transposé)

- - - - -

Mr. (nom et prénoms) (grade actuel) (N° matricule)
a été commissionné par transposition en date du ...
pour exercer les fonctions de au sein de
suivant commissionnement collectif n°

Conduite générale : (rapport succinct)

Activité : " "

Aptitudes et habiletés professionnelles: (rapport succinct)

Connaissances professionnelles : " "

Manière de servir et services rendus : " "

PROPOSITION :

1) nomination effective au grade de ...
à la date du

2) prolongation du commissionnement pour une
durée de deux mois à dater du

3) nouvelle prolongation du commissionnement
pour une durée de deux mois à dater du ...

4) inaptitude à l'exercice des fonctions du
grade de

Lieu et date

Nom, prénoms et qualité
de la personne qualifiée
(signature)

X

DECISION DE L'AUTORITE SUPERIEURE :

Reçu le à....
Nom et prénoms
Qualité de l'agent
(Signature)

(1) Biffer la mention inutile

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE DE (1)
GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE

PROVINCE :
(1) DISTRICT :
TERRITOIRE :

COMMISSIONNEMENT COLLECTIF N°

1° Sont commissionnés par transposition à dater du
..... 1960 pour exercer les fonctions de
MM. : (Noms et prénoms) (N° Matr.) Affectation
(Ministère
ou Province)

N.....
.....
.....

2° La présente commission n'ouvre le droit au bénéfice
d'aucune indemnité de fonctions.

.....le 1960

(1) Le Ministre
Le Président du Gouvernement pro-
vincial

(1) Biffer la mention inutile